



MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Ministre

Paris, le 28 OCT. 2021

N/Réf. : D-21-027747

Monsieur le directeur général,

La négociation d'une nouvelle convention pour les pharmaciens titulaires d'officine constitue un moment clef qui doit être mis à profit pour définir ensemble, avec les professionnels, le cadre qui réponde aux enjeux et évolutions du métier tout en s'inscrivant dans une trajectoire financière soutenable pour l'assurance maladie. Il convient ainsi de tirer les enseignements de la crise sanitaire inédite que nous avons traversée, crise durant laquelle les pharmaciens se sont distingués par leur engagement et leur réactivité dans la lutte contre l'épidémie.

Je souhaite ainsi que la négociation que vous allez ouvrir avec les représentants des pharmaciens en novembre prochain puisse aboutir à une convention ambitieuse reconnaissant au pharmacien le rôle majeur qu'il joue en tant qu'acteur de santé publique, en particulier dans les zones de tensions de l'offre de soins et marquées par de fortes inégalités de santé. Je souhaite que cette convention accroisse ainsi ses missions en matière de prévention et son implication pour le bon usage des produits de santé, qu'elle accompagne un virage numérique inédit et qu'elle intègre, pour la première fois, la prise en compte des enjeux environnementaux.

Tout d'abord l'amélioration du parcours du soin du patient représente un axe clé. Le pharmacien d'officine constitue déjà un acteur du soin de premier recours et peut dès à présent agir dans le cadre d'exercices coordonnés. La négociation devra être l'occasion de passer à l'échelle en matière d'intégration du pharmacien dans les dispositifs de coordination entre professionnels de santé, pour lui permettre d'assurer l'interface ville/hôpital, de garantir un parcours sans rupture pour les patients atteints de maladies chroniques et d'offrir un accès aux soins pour tous, en particulier dans les déserts médicaux. Le rôle clé des pharmaciens dans la lutte contre les tensions d'approvisionnement des produits de santé devra être pris en compte.

Par ailleurs, au regard des progrès substantiels réalisés dans le contexte de la crise sanitaire, je souhaite une réflexion ambitieuse sur la participation du pharmacien à des actions de prévention, de dépistage et de vaccination. Je souhaite ainsi que l'ancrage conventionnel de ces missions soit élargi dès lors qu'un intérêt de santé publique existe (en tenant compte des textes qui les encadrent et, le cas échéant, des recommandations de la Haute Autorité de santé et de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé). L'engagement exemplaire des pharmaciens dans la réalisation de la vaccination contre la COVID et du déploiement en officine des tests COVID doit nous permettre de placer le pharmacien comme un acteur important des programmes nationaux de dépistage et de vaccination (à titre d'exemple, les rappels vaccinaux, le dépistage du cancer colorectal, la mise à disposition de bandelettes urinaires...).

En ce qui concerne les actions de promotion de la santé, je souhaite que les partenaires conventionnels puissent investir le pharmacien de missions de conseil de prévention primaire et secondaire auprès de publics cibles. Les dispositifs d'accompagnement ont par exemple vocation à évoluer vers de nouvelles cibles et de nouveaux thèmes, comme l'accompagnement du sevrage tabagique, des femmes enceintes ou des patients diabétiques.

Monsieur le directeur général
Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie
50 avenue du Pr André Lemierre
75986 PARIS Cedex 20

14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07
Téléphone : 01 40 56 60 00

De plus, le bon usage des produits de santé reste un sujet à fort enjeu, tant en matière de santé publique que de pertinence et d'efficacité des soins. Le bon usage des produits de santé repose sur le pharmacien, expert du médicament et dernier maillon dans la chaîne pharmaceutique. Je souhaite ainsi que les pharmaciens puissent jouer pleinement leur rôle, tant sur la question de la sécurité du médicament - pour la femme enceinte notamment - que sur l'accompagnement des patients dans le suivi l'observance de leur traitement. Enfin, s'agissant de médicaments ou de produits de santé susceptibles de mésusage, d'abus ou d'addiction, la nouvelle convention doit permettre de renforcer les actions de lutte contre les mauvaises pratiques.

Cette nouvelle convention doit également traduire le virage ambitieux engagé en matière de numérique en santé. L'alimentation de l'espace santé du patient, le recours aux logiciels d'aide à la dispensation certifiés, l'utilisation de la messagerie sécurisée avec le médecin prescripteur, la bascule vers la e-prescription, et l'usage de l'application carte vitale sont autant d'évolutions majeures qui permettront en quelques années d'améliorer de manière significative le bon usage des produits de santé et la qualité de service pour les patients. Les partenaires conventionnels devront également définir les moyens permettant de réduire les erreurs de délivrance et de facturation.

La nouvelle convention devra enfin privilégier des actions ayant un impact positif et durable sur l'environnement, les pharmaciens ayant à leur main de nombreux outils pour améliorer l'impact environnemental de leur officine (collecte des déchets, gestion des livraisons, circuit des dispositifs médicaux, etc.).

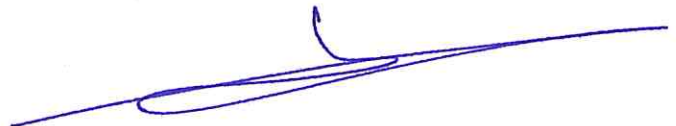
Aussi, la réforme de la rémunération engagée ces dernières années pourra être renforcée, de sorte à augmenter le financement lié à la qualité de la pratique du pharmacien, et en continuant à limiter l'impact des baisses des prix des produits de santé sur la rémunération du pharmacien du prix des produits de santé, voire, dans certains cas, des volumes dispensés.

La négociation qui va s'ouvrir sera par ailleurs l'occasion de réorienter la rémunération sur objectifs liée à la dispensation de génériques, de façon à prendre en compte les effets de l'article 66 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019. Elle permettra également d'organiser la dispensation encadrée des médicaments biologiques similaires en proposant des incitations pour promouvoir leur usage auprès des patients tout en assurant le respect des conditions de substitution et d'informations qui seront prévues. Il en ira de même pour la politique des médicaments hybrides.

Cette convention devra aborder la dispensation à l'unité, qu'il s'agisse des médicaments ou des dispositifs médicaux. Une approche particulière devra être portée sur la classe des antibiotiques dont la dispensation à l'unité pourra débuter à partir de janvier 2022. Les discussions pourront également porter sur la délivrance de conditionnements trimestriels - pour laquelle il sera nécessaire d'établir la liste des classes de médicaments éligibles, susceptibles de donner lieu au versement de l'honoraire dédié.

Pour suivre l'effet des mesures conventionnelles, il conviendra de maintenir l'observatoire de la rémunération et d'orienter ses travaux dans une optique d'analyse de l'économie de l'activité globale des pharmacies, en fonction de leur typologie et des aides nécessaires à la restructuration du réseau officinal.

Je vous remercie de me faire part régulièrement des avancées de vos discussions et vous prie d'agréer, Monsieur le directeur général, l'expression de ma considération distinguée.



Olivier VÉRAN